



#EnablingChange

Rapport d'activités 2021-2022



Meryame Kitir
Ministre de la Coopération au développement
et de la Politique des Grandes villes

Avant-propos

Quiconque est actif dans la coopération au développement s'investit au quotidien dans la réalisation de la solidarité internationale en dotant les personnes des moyens d'agir et de se construire elles-mêmes un avenir. Telle est notre mission.

Nous devons collaborer à l'échelon international en tant que partenaires. Non par charité, mais parce que nous vivons toutes et tous sur la même planète et faisons face aux mêmes défis. Nous nous rendons plus que jamais compte que nous sommes interconnecté·es aux quatre coins du monde. Qui et où que ce soit, les défis et les rêves sont souvent les mêmes. Et les préoccupations aussi.

En ces temps d'incertitude, la solidarité demeure par conséquent la solution. En dépit de la souffrance engendrée par le coronavirus, c'est là le point positif qu'il nous faut retenir aujourd'hui : c'est la collaboration transfrontalière qui nous permet de dompter cette pandémie. L'hiver dernier, le variant omicron nous a en effet une nouvelle fois enseigné une dure leçon : il est impossible de relever les défis mondiaux au niveau national. Nous ne serons totalement en sécurité que lorsque tout le monde le sera.

Et nous en sommes encore bien loin, malheureusement. Deux ans après le déclenchement de la pandémie, plus de 85 % de la population africaine n'est toujours pas totalement vaccinée. Nous enregistrons cependant des progrès et je suis dès lors fière qu'au sein de l'Europe, la Belgique joue un rôle prépondérant dans l'accélération de l'accès aux vaccins à l'échelle mondiale. En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, nous avons investi dans la recherche

scientifique en Afrique du Sud, qui a permis de déchiffrer le code ARNm du vaccin contre le coronavirus. Il s'agit là d'une réelle percée pour la santé mondiale. Non seulement pour booster la production locale de vaccins contre le coronavirus, mais aussi dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses à long terme. C'est exactement ce que devrait être pour moi la coopération au développement : aucunement de la charité, mais la mise à disposition d'instruments permettant de renforcer durablement les pays et les populations à travers le monde.

En effet, la volonté de faire soi-même la différence est grande. Les jeunes n'ont plus peur de s'attaquer aux plus grands défis de ce siècle, car il·elles savent qu'il·elles ne sont pas seul·es. Chaque action compte. Les marches des jeunes pour le climat ont vu le jour un peu partout dans le monde, justement parce que nous sommes aujourd'hui en contact à tout moment les un·es avec les autres. Ils et elles ont fait comprendre au monde entier qu'il est plus que jamais temps d'unir nos forces. Le changement climatique nécessite une approche conjointe de la solidarité internationale.

Aussi, nous avons pour la première fois lancé, dans la région du Sahel, un programme climatique qui n'investit plus dans chaque pays partenaire individuellement, mais qui privilégie plutôt une approche globale. Tant à la COP26 à Glasgow que dans le Sahel, les jeunes m'ont transmis le même message : nous devons agir maintenant si nous voulons assurer notre avenir. Les jeunes comprennent mieux que quiconque que les sécheresses extrêmes dans des pays comme le Burkina Faso et le Sénégal mettent en péril les rêves d'avenir de la population

locale, mais ont également un impact sur le changement climatique ailleurs.

Un regard sur l'année écoulée ne peut malheureusement pas faire l'économie d'un sentiment de désolation. La souffrance humaine imputable aux conflits n'a jamais été aussi grande. La guerre en Ukraine est d'ailleurs la dernière en date sur la liste des crises humanitaires. Des millions de personnes fuient actuellement ce pays en direction de l'Europe, tandis que les besoins sont également pressants en Afghanistan et que la famine frappe impitoyablement au Yémen. Nous mettons tout en œuvre avec nos partenaires humanitaires pour acheminer au plus vite l'aide auprès des populations, partout où cela est nécessaire.

Ces dernières semaines, nous avons pu nous rendre compte de l'immensité de la solidarité belge et de la force de l'aide. Dans les mois et les années à venir, nous étendrons résolument cet élan de solidarité à toutes les personnes dans le besoin, partout dans le monde. Car toute personne fuyant la guerre doit être aidée. Sans aucune distinction liée à l'origine, la religion, la couleur ou le sexe. Toutes les personnes réfugiées sont des êtres humains.

Dans cet avant-propos, Enabel n'a pas été mentionné une seule fois. La raison en est très simple : parce que tout ce que je viens de décrire est tout simplement impossible sans Enabel. Si j'ai l'honneur d'être souvent la porte-parole de la solidarité déployée chaque jour par notre pays à travers le monde, les équipes d'Enabel sont les visages de cette solidarité internationale. Ce rapport le démontre une fois de plus. Je tiens à en remercier du fond du cœur l'Agence belge de développement.



Sommaire

| | |
|------------------|----|
| Édito | 4 |
| Carte d'identité | 6 |
| Opérations | 8 |
| Impact | 10 |
| Activités | 12 |
| Organisation | 32 |
| Vision 2030 | 33 |

Édito



Jean Van Wetter
Directeur général



Delphine Moralis
Présidente du Conseil d'administration

Passer d'une logique de problèmes à une logique d'opportunités

Quel regard portez-vous sur l'année écoulée ?

Jean Van Wetter – Avant d'entrer dans les détails de nos différentes réalisations, je tiens à remercier les collaboratrices et les collaborateurs d'Enabel partout à travers le monde. Grâce à leur travail, non seulement nous avons poursuivi les programmes en cours et entamé de nouveaux programmes, mais nous avons aussi contribué au développement de réponses à la crise covid avec nos pays partenaires. Et parallèlement, nous avons pu mener à bien des projets de changement, comme la mise en place d'une gouvernance collaborative et l'implémentation de notre modèle WITIP – working independently of time and place – qui réorganise le travail au sein d'Enabel autour de la responsabilisation de chacun sur base d'objectifs.

Delphine Moralis – Les crises et les projets de transformation sont d'importantes sources de stress. Que nos équipes soient parvenues à effectuer leur travail avec succès dans un tel contexte en dit long sur leur motivation. Ce sont des personnes

passionnées, qui se donnent à fond pour faire avancer leurs projets, et c'est pour nous une grande source de fierté. Nous voulons continuer à travailler en mettant les gens au centre de notre agenda. Cela concerne d'ailleurs autant Enabel que nos différents partenaires, en Belgique, en Afrique et au Moyen-Orient. Nous sommes entrés dans une période où le dialogue, l'écoute et la collaboration sont devenus indispensables pour créer des ponts entre les différentes organisations et institutions impliquées et assurer le succès de nos projets.

Quelles sont les différentes lignes directrices qui structurent l'action d'Enabel ?

JVW – Pour moi, elles sont au nombre de trois : résoudre ensemble des défis communs, passer d'une logique de problèmes à une logique d'opportunités, et savoir écouter nos partenaires.

DM – Aujourd'hui, il est important de développer une approche globale, holistique des problématiques. Réfléchir à la lutte contre les effets du

dérèglement climatique implique de penser à l'agriculture, à la reforestation et à la gestion de l'eau. Mais si vous poussez le raisonnement plus loin, vous réalisez que cela touche aussi à la lutte contre les inégalités, à l'accompagnement des flux migratoires et à la politique de santé. D'où la nécessité d'inscrire chaque action dans un contexte global.

Passer d'une logique de problèmes à une logique d'opportunités, qu'est-ce que ça veut dire ?

JVW – Prenez la crise du covid. Comme de nombreux pays, la Belgique s'est engagée dans le programme COVAX, qui visait à fournir des vaccins aux pays ayant moins de ressources. Mais nous avons eu très vite l'intuition qu'il fallait réfléchir à plus long terme, travailler sur des solutions structurelles. Nous avons concrétisé deux projets. D'une part, au Sénégal, le soutien à la mise en place d'un « lab » regroupant l'ensemble de l'industrie pharmaceutique : autorités, acteurs publics, entreprises privées locales et internationales, bref, tous les acteurs qui participaient de près ou de loin à la production

pharmaceutique du pays. Ce « lab » a permis de structurer un plan d'action pour la production locale de vaccins contre le covid 19 avec des rôles et responsabilités précis des différents acteurs locaux et internationaux. Il a permis à Enabel d'identifier un projet de soutien à la mise en place d'une Agence du Médicament. D'autre part, nous avons apporté notre soutien à la Food & Drug Administration (FDA) du Rwanda pour qu'elle puisse obtenir les agréments nécessaires de l'OMS pour certifier la production locale de vaccins, et permettre leur distribution dans toute la région. Plutôt que de simplement résoudre le problème de la disponibilité des vaccins, nous avons ainsi contribué à l'amélioration de la capacité de réponse sur le continent.

Dans ces exemples, la collaboration joue un rôle important. Est-ce une orientation d'Enabel ?

DM – Je parlerais plutôt de cocréation. Impliquer nos partenaires dès la conception du projet est la meilleure manière d'obtenir des résultats durables. Nous voulons sortir de la logique de silos et créer de vrais partenariats, dans lesquels tout le monde est gagnant. L'important pour cela est de développer une réelle capacité d'écoute.

JWV – Cela passe par une présence permanente dans les pays partenaires, en contact avec la réalité locale. Sur les quelque 2.000 personnes qui

travaillent pour Enabel, 230 à peine travaillent à Bruxelles. Les autres sont dans les pays partenaires. Nous pouvons ainsi faire remonter les défis et les idées et participer à la création de solutions en prise avec la réalité locale.

DM – Cela rejoint notre dynamique d'opportunités. Trouver des opportunités, c'est écouter les gens dans les pays partenaires. Si on réfléchit à long terme, notre monde est en pleine mutation : l'Europe vieillit, et bientôt, la majorité de la population africaine aura moins de 18 ans. Dialogue et cocréation deviennent essentiels, sous peine de voir notre action devenir complètement obsolète.

Vous insistez sur la notion de Team Belgium. Que recouvre-t-elle ?

DM – Team Belgium, c'est l'idée que le rôle d'Enabel aujourd'hui n'est pas uniquement de fournir sa propre expertise, mais aussi d'aller chercher l'expertise pointue où elle se trouve. Par exemple, en 2021, sous l'impulsion de Ministre Kitir et en collaboration étroite avec le ministère des Affaires Etrangère, Enabel a organisé une table ronde qui a réuni tous les acteurs du secteur pharmaceutique en Belgique : Sciensano, les universités, l'Agence belge du médicament, le SPF Santé, Pfizer, Johnson&Johnson, Univercells, etc. Nous avons réfléchi ensemble sur ce que la Belgique pouvait apporter à ses partenaires africains, avec

l'expertise des différents participants. C'est cela, l'esprit Team Belgium.

Et qu'en est-il de Team Europe ?

DM – C'est la même idée : il s'agit de fédérer les différentes expertises au niveau européen pour répondre ensemble aux problématiques pour lesquelles les pays partenaires nous demandent un soutien. Enabel joue un rôle important dans ce cadre. En 2021, grâce à notre implication dans Team Europe, notre volume d'activités financé par l'Union Européenne et ses États membres atteint pour la première fois plus de 90 millions d'euros.

Comment s'est passée la collaboration avec la ministre de tutelle d'Enabel ?

JWV – Nous nous inscrivons complètement dans la vision de la ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir. Sous son impulsion, Enabel a mis en place en 2021 un grand nombre de nouveaux programmes. Nous avons par exemple lancé un programme régional lié à la lutte contre le changement climatique impliquant plusieurs pays du Sahel ainsi que le Sénégal. Nous avons également lancé un programme lié à la protection sociale avec le Rwanda, l'Ouganda et le Congo. Et nous avons lancé des nouveaux programmes quinquennaux en Palestine et au Niger. La collaboration est donc excellente, et nous espérons qu'elle se poursuivra sur la même lancée en 2022.

Carte d'identité



Enabel est l'Agence belge de développement. Elle exécute la coopération gouvernementale belge et met en œuvre des actions pour d'autres organisations nationales et internationales.

Expérience

+20 ans

Projets

170 en cours

Volume

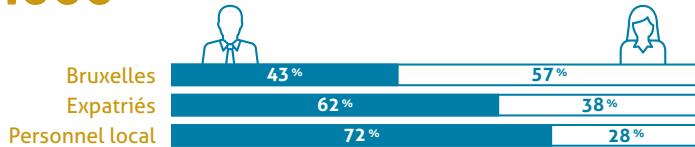
+300 millions d'euros

Recrutements

541

Personnel

2.000



Notre stratégie genre se focalise encore et toujours sur l'atteinte d'un meilleur équilibre homme/femme au sein de notre personnel.

Nationalités

40

Répartition des activités

48%

Afrique du Nord et de l'Ouest

38%

Afrique centrale

7% 4% 3%

EUR MO AA

EUR = Europe | MO = Moyen-Orient | AA = Afrique australe

78% des activités sont réalisées dans des contextes fragiles*

* Contexte fragile : où le gouvernement et les institutions publiques n'ont pas les moyens ou la volonté politique de protéger la population, de gérer efficacement les affaires publiques et de combattre la pauvreté.



Impact

En 2021, quatre nouveaux programmes sont signés pour un engagement total de 220 millions d'euros sur cinq ans. Ils concernent un nouveau programme pour la Palestine (70 millions d'euros), le nouveau programme Niger (50 millions d'euros), le programme thématique Climat au Sahel (50 millions d'euros) et le programme thématique Protection sociale en Afrique centrale (50 millions d'euros).



600.000

Au Sahel, nous allons rendre 600.000 personnes plus résistantes au changement climatique.



27.000

En Palestine, nous allons guider, former et aider 27.000 jeunes à trouver un emploi.



50.000

Au Niger, nous allons faire en sorte que 50.000 élèves aient accès à un enseignement de qualité.



60.000

En Afrique centrale, nous allons faire en sorte que 60.000 personnes bénéficient d'une meilleure protection sociale.

Thèmes

Enabel fournit des solutions pour relever des défis mondiaux urgents et pour promouvoir la citoyenneté mondiale.



Changement climatique et environnement



Inégalités sociales et économiques



Paix et sécurité



Urbanisation



Mobilité humaine



Citoyenneté mondiale

+

Opérations

Premiers programmes thématiques

Démarrage des premiers programmes thématiques : changement climatique au Sahel et protection sociale en Afrique centrale.

En 2021, quatre nouveaux programmes sont signés pour un engagement total de 220 millions d'euros sur cinq ans. Ils concernent un nouveau programme pays pour la Palestine (70 millions d'euros), le nouveau programme pays Niger (50 millions d'euros), le programme thématique Climat au Sahel (50 millions d'euros) et le programme thématique Protection sociale en Afrique centrale (50 millions d'euros).

Le programme pays pour la **Palestine** (70 millions d'euros) se focalise sur le renforcement des jeunes ainsi que sur le climat et l'environnement. L'objectif, partagé avec les partenaires palestiniens, est d'encadrer, de former et de mettre au travail quelque 27.000 jeunes palestinien·nes de sorte à développer leur participation active et leur esprit critique. Enabel ambitionne par ailleurs de réduire l'empreinte écologique et les gaz à effet de serre émis par 1,6 million de Palestinien·nes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Elle mise pour ce faire sur l'économie circulaire verte et crée 6.000 m² d'espaces verts urbains.

Le programme pays **Niger** (50 millions d'euros) ambitionne en premier ressort la promotion de la protection sociale et la réduction des inégalités sociales. Quelque 50.000 élèves, dont la moitié de filles, doivent bénéficier d'un accès plus aisément à un enseignement de qualité. Plus de 1 million de Nigérien·nes ont accès à des soins de santé qualitatifs. Le deuxième pilier du programme pays mise sur le développement agropastoral et l'entrepreneuriat des jeunes. Cela doit se solder par une plus grande sécurité alimentaire, une amélioration de la résilience et des revenus plus élevés pour la population nigérienne.

Le **programme thématique Climat au Sahel** (50 millions d'euros) a pour objectif principal d'améliorer la gestion intégrée des ressources naturelles et de réhabiliter durablement les écosystèmes situés dans un territoire de 40.000 ha au Sahel. Ce programme s'inscrit dans la lutte contre la désertification et les effets négatifs du changement climatique. Il ambitionne de renforcer la résilience de 600.000 personnes vivant dans des conditions difficiles dans certaines régions vulnérables du Sahel. Dans le cadre de ce programme, des actions

sont mis en œuvre au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Le **programme thématique Protection sociale en Afrique centrale** (50 millions d'euros) inclut des projets en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda. Quelque 60.000 personnes bénéficient d'une meilleure protection sociale et 20.000 demandeur·euses d'emploi d'un accompagnement leur permettant de décrocher un meilleur travail décent. Plus de deux millions de personnes sont informées sur les droits et les normes applicables au travail, de même que sur une protection sociale correcte.

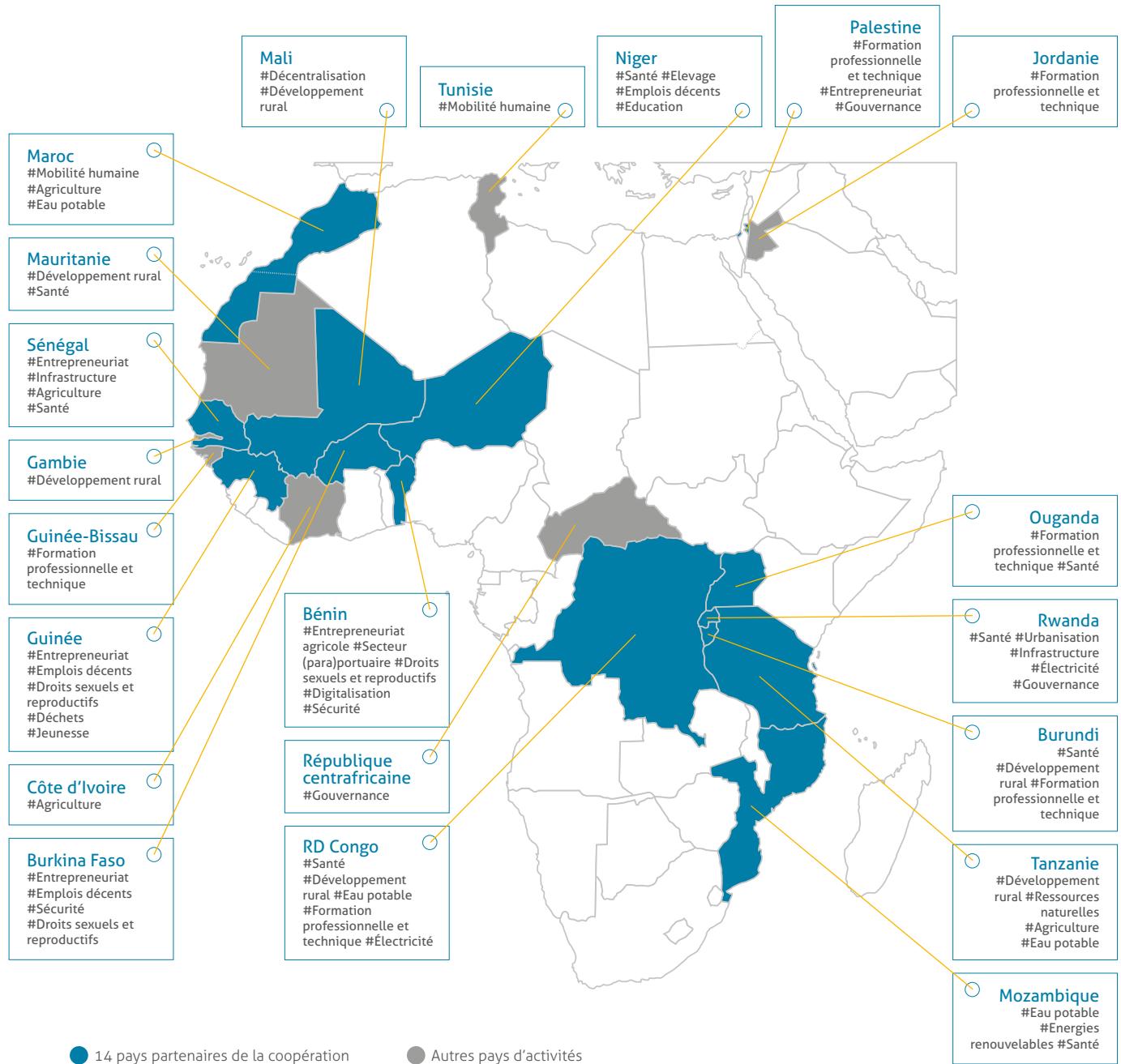
Nouveaux projets pour l'UE

Outre les quatre nouveaux programmes pour le compte de l'Etat belge, Enabel signe en 2021 des accords de collaboration avec l'**Union européenne** en vue de consolider nos programmes dans plus de dix pays partenaires. Il s'agit au total de 21 nouveaux contrats et de 7 prolongations de contrats en cours pour une augmentation totale de budget à hauteur de 113 millions d'euros. 17 projets sont en phase de préparation ou de démarrage ; ils ont trait à des thèmes divers comme la digitalisation en Gambie, l'émancipation des jeunes en Palestine, l'apiculture en Tanzanie, des programmes de santé et de socioéconomie en Guinée et en Mauritanie, ainsi que la réforme de la police en RD Congo.

Deux projets financés par l'UE sont en préparation en **Côte d'Ivoire**, nouveau pays partenaire d'Enabel. Un premier projet a trait à la cacaoculture et contribue aux priorités de la Belgique en matière de coopération internationale, telles que le travail décent, la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire. Principal pays producteur de cacao, la Côte d'Ivoire est cependant en proie à la déforestation et au travail des enfants, ce qui impacte la cacaoculture, et à la pauvreté imputable en partie aux prix très bas du cacao sur le marché mondial. Le projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative publique-privée « Beyond Chocolate », qui vise à faire certifier tout le chocolat belge d'ici à 2025. Le deuxième projet a pour objectif de soutenir l'emploi en Côte d'Ivoire à travers le renforcement des capacités des petit·es entrepreneur·es, grâce à des échanges avec la diaspora uest-africaine en Belgique.

21 pays d'activités

Les 14 pays partenaires de la coopération gouvernementale belge sont indiqués en bleu. Dans les 7 autres pays, nous réalisons des projets pour d'autres mandants.



Impact



Liana Hoornweg
Directrice Expertise sectorielle et thématique

Dans un monde interconnecté, les défis mondiaux sont de plus en plus étroitement imbriqués

Le monde est de plus en plus interconnecté. Par conséquent, les défis deviennent plus complexes. Mais nous parvenons dans le même temps à mieux appréhender cette complexité et les interactions entre les défis mondiaux auxquels nous et nos partenaires entendons nous attaquer.

Depuis deux années, nous réorientons nos priorités pour adopter une approche plus intégrée, afin de tirer parti de notre expertise et de celle de nos nombreux partenaires, et ce faisant, de relever plus efficacement les défis mondiaux. Nous constatons en effet une interaction toujours plus grande entre tous ces défis. La façon dont nous développerons notre expertise à l'avenir tiendra compte de cette interaction, de sorte à concevoir une meilleure façon de travailler et de jeter des ponts entre nos programmes tout en maximisant leur efficacité.

Des projets multipays pour un impact plus global

Conformément à l'agenda international établi lors de la COP26, et aux priorités belges définies par la Ministre Meryame Kitir, Enabel a renforcé son action sur l'un des principaux défis mondiaux des Nations Unies : l'atténuation du changement climatique. Nous avons défini cinq angles pour orienter notre action dans ce domaine.

Les trois premiers étant l'énergie propre, la gestion des ressources hydriques et la reforestation, et les deux autres, les villes vertes et l'agriculture intelligente face au climat. Pour ce qui est de la gestion de l'eau et de la reforestation, nous avons lancé deux projets impliquant nos pays partenaires dans le Sahel. Le premier est un projet portant sur la gestion intégrée des ressources en eau du fleuve Niger ; quant au second, il porte sur le renforcement de la Grande Muraille verte dans le Sahel, en bordure sud du désert du Sahara.

Ces deux projets illustrent la nécessité de briser les silos et de travailler sur des projets qui impliquent plusieurs pays partenaires, d'autres agences de développement et plusieurs domaines d'expertise. Travailler sur des projets à plus grande échelle et favoriser la coopération entre les pays et les organisations partenaires s'avèrent impératifs si l'on veut adopter une approche efficace vis-à-vis du changement climatique.

La sécurité, fondement du progrès

Force nous est cependant de constater que nos domaines d'expertise sont de plus en plus étroitement imbriqués. Prenons l'exemple du Burkina Faso, l'un de nos pays partenaires dans le Sahel. Nous y mettons en œuvre plusieurs programmes dans les domaines de l'agriculture, du développement du secteur privé et de la santé. À défaut de sécurité, ces programmes ne peuvent cependant avoir de bases solides sur lesquelles s'appuyer. Raison pour laquelle la sécurité est également l'une de nos priorités. Elle est impérative si nous voulons offrir aux populations des bases solides.

La mobilité et les migrations ont besoin de la coopération

La mobilité internationale des populations constitue elle aussi un domaine d'intérêt. Parler de migrations est généralement interprété comme parler de migrations vers les pays européens. Et pourtant, ces dernières ne représentent qu'une infime fraction des migrations à l'échelle planétaire.

En Afrique, par exemple, les migrations régionales sont déjà une réalité. Lorsqu'une zone devient sujette aux conflits ou à l'instabilité, les gens ont tendance à la quitter et à trouver un environnement plus sûr, plus sain et plus propice à la vie et au travail. Mais si vous voulez vous assurer que les gens ne vivent pas dans des communautés séparées et déconnectées dans les pays de destination, et que les personnes migrantes contribuent à la société en payant des impôts et en s'impliquant dans les communautés locales, vous avez besoin d'une bonne gouvernance. Là encore, nous constatons qu'il est nécessaire de favoriser la collaboration entre les pays, mais aussi de réunir plusieurs personnes et organisations dans l'optique de relever efficacement ce défi.

Les partenariats sont la clé

Comme nous pouvons le voir, une action efficace passe par des partenariats incluant tant les gouvernements que la société civile. Ainsi, au Maroc et en Tunisie, Enabel a noué des partenariats efficaces directement avec les départements de différents ministères chargés des migrations, de l'emploi, des jeunes etc. Mais nous avons également établi des partenariats avec des organisations patronales. Chaque projet étant différent, il n'existe donc pas une seule et unique approche. Comme c'est de plus en plus le cas dans l'ensemble de nos activités, le succès repose sur le développement de partenariats et la collaboration avec les bonnes personnes, ainsi que sur la garantie de ne laisser personne de côté. Nouer des relations avec les autorités, la société civile et d'autres organisations est plus que jamais la voie à suivre pour s'engager dans une action efficace.



© Enabel



© Enabel - Isabel Corthier

Activités



Dans les pages suivantes, nous vous présentons une sélection d'histoires, petites et grandes, parfois accompagnées de chiffres éloquents, parfois de témoignages de personnes dont la vie a changé de manière significative. Les codes QR vous renvoient à des vidéos, des interviews ou des podcasts sur le site web.



Mauritanie

© Enabel



Guinée

© Enabel

Sans personnel de santé, pas de soins de santé

La Mauritanie est un vaste pays d'Afrique de l'Ouest, 30 fois plus grand que la Belgique et constitué principalement de désert et de steppe. Il n'est pas facile d'organiser efficacement les soins de santé et de garantir un bon service aux quatre coins du pays. En collaboration avec le ministère de la Santé publique, Enabel tente de s'attaquer aux problèmes et de faire en sorte que chacun et chacune ait accès à des soins de santé de qualité.

Il est extrêmement difficile de trouver des agents·es de santé qui acceptent de travailler dans des zones reculées. Souvent, après seulement quelques semaines, il/elles ne sont plus intéressé·es et partent.

Dans la région de Bababé, dans le sud du pays, Enabel a lancé des initiatives avec les communautés locales pour accueillir et guider les agents·es de santé dans leurs premiers pas dans un environnement étranger et pour organiser leur hébergement. Le gouvernement veille à ce que les postes de santé soient équipés de suffisamment de matériel et de médicaments pour garantir un service adéquat.

Les résultats sont plus qu'encourageants. Sur les treize postes de santé de la région, six étaient sans personnel. Grâce au soutien local, nous avons réussi à recruter cinq agents·es de santé de manière permanente. Cela a permis de faire passer le nombre de naissances médicalement assistées dans la région de 10 à 60 %.

Cette expérience positive inspire le ministère à développer des stratégies pour améliorer la couverture maladie universelle.

Entrepreneuriat féminin

Lever les barrières à l'entrepreneuriat des femmes et favoriser leur autonomisation économique est au cœur du programme « Entrepreneuriat féminin », mis en œuvre en Guinée. En 2021, le programme a déployé « Pépites », une initiative visant à soutenir les femmes porteuses de projets innovants dans divers secteurs (agroalimentaire, mode, design, digital...) pour en faire des championnes économiques aussi bien à Conakry, la capitale, que dans les régions de Kindia et Mamou.

Aujourd'hui, ce sont 180 MPME portées par des femmes et suivies via une plateforme numérique conçue à cet effet, qui suivent un trajet d'accompagnement allant de l'accès au financement au renforcement de leurs capacités technico-managériales. 80 d'entre elles ont été structurées aussi bien du point de vue organisationnel qu'opérationnel. Elles ont ainsi pu avoir accès à de nouveaux marchés et accroître la visibilité de leurs produits et services.

Pour résoudre la problématique de l'accès au financement - une question centrale dans l'accompagnement à l'entrepreneuriat - le programme a signé, avec trois banques privées guinéennes, un protocole d'accord visant à faciliter l'obtention, par les entreprises « Pépites » accompagnées, de lignes de crédit à un taux préférentiel. Celles-ci leur permettront de garantir la continuité et le développement de leurs activités.



Des équipes de soins mobiles

Malgré les efforts du gouvernement, l'accès à des soins de santé de qualité reste un problème majeur au Niger. De nombreuses personnes y vivent dans des zones reculées et parfois dangereuses. Si elles peuvent se rendre dans le poste de santé de leur village pour les soins médicaux de base, il leur arrive néanmoins assez souvent de se retrouver devant une porte close, le poste n'ayant pas été approvisionné en matériel médical.

En cas de problème médical plus important, elles doivent aller en ville. Mais il est impossible de s'y rendre à pied et elle est à des heures de route du village, ce qui constitue un obstacle majeur.

En collaboration avec le ministère nigérien de la Santé, Enabel a élaboré une solution pour apporter une assistance médicale à la population.

Actives depuis 2019, des équipes de soins mobiles se rendent régulièrement dans les postes de santé avec du matériel, des médicaments et du personnel médical. Ainsi, les habitants et habitantes des villages environnants peuvent réellement compter sur les services de leur poste de santé. En outre, des services supplémentaires sont proposés chaque mois, de sorte à leur permettre d'y bénéficier d'autres prestations médicales, ce qui permet aussi de désengorger les plus grandes structures médicales.

«Nous organisons des sorties chaque mois», nous explique le Dr Issaka Salifou. «Je me rends avec deux infirmier·ères dans différents villages d'une région spécifique. Nous y proposons des consultations médicales : pour les femmes enceintes et les enfants qui doivent se faire vacciner, mais tout le monde peut nous consulter pour d'autres problèmes de santé aussi.»

Quelques chiffres :

- Seuls 39 % des accouchements au Niger sont assistés par du personnel médical.
- Mortalité maternelle : 462 décès pour 10.000 naissances vivantes (Belgique : 8).
- Entre janvier 2019 et décembre 2021, 32 sorties mobiles ont été organisées.
- 9.000 femmes ont bénéficié de consultations pré-natales.
- 17.000 enfants de moins d'un an ont bénéficié d'une consultation pour nourrissons.
- 14.000 enfants âgés de 9 mois ont été vacciné·es contre la rougeole.
- 9.500 accouchements ont été assistés médicalement.

Lisez le reportage complet sur
enabel.be :



Regardez la vidéo :





Guinée

© Enabel



Niger

© Enabel

Crèche mobile sur le lieu d'apprentissage

Imaginez : vous êtes une jeune femme et vous avez l'opportunité de suivre une formation professionnelle. Mais : vous allaitez un bébé et ne pouvez donc pas le confier à quelqu'un d'autre. Vous décidez d'emmener votre enfant à la formation, mais cela constitue une distraction, sans parler des risques au niveau de la sécurité.

En Guinée, Enabel a proposé une solution : offrir une crèche sur le lieu où se donne la formation. Les mères peuvent ainsi suivre la formation, surveiller leurs enfants à proximité tout en continuant à les allaiter. Cela réduit les risques d'abandon prématuré de la formation ou d'isolement des femmes, d'une part, et crée un environnement d'apprentissage plus sûr, d'autre part.

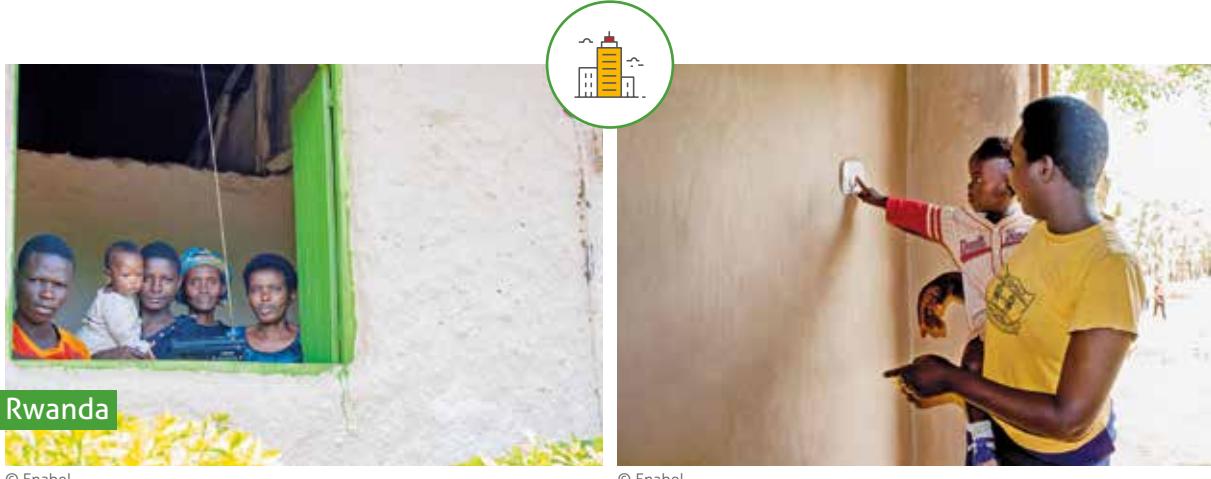
En Guinée rurale, il est assez exceptionnel que les enfants ne restent pas avec leur mère pendant la journée. La crèche mobile offre dès lors une solution pour les femmes en formation, sans causer de distance trop grande avec l'enfant. Cette solution crée, par ailleurs, des emplois locaux, les nourrices étant recherchées dans les environs immédiats, ce qui incite davantage de femmes à suivre le parcours d'apprentissage.



« Certaines femmes étudient et travaillent avec leurs enfants sur le dos, parfois en plein soleil, parce qu'elles n'ont personne à la maison pour s'en occuper. Particulièrement importante pour les femmes, cette initiative m'offre la garantie que nos enfants peuvent jouer en toute sécurité dans un endroit sain. »

Fatouma Camara

Jeune femme de 25 ans, mère de deux enfants, qui participe au parcours de formation



Et la lumière fut

Se sentir plus en sécurité chez soi, regarder ses enfants faire leurs devoirs le soir, créer une nouvelle entreprise, ou simplement déguster une boisson fraîche en plein milieu de la journée... L'accès à une électricité abordable et fiable peut transformer la vie des gens.

Au Rwanda, le secteur de l'énergie a connu une croissance impressionnante au cours de la dernière décennie. Elle est d'ailleurs souvent citée comme un exemple de réussite en Afrique subsaharienne. Depuis 2014, Enabel travaille en étroite collaboration avec le gouvernement rwandais et le Rwanda Energy Group pour atteindre l'objectif d'un accès à l'électricité à 100 % d'ici 2024. Et après huit ans, les résultats sont là : plus de 1.000 km de réseau électrique ont été construits dans la province de l'Est du Rwanda. Le projet de déploiement de l'accès à l'électricité EARP a permis de raccorder 33 écoles, 14 établissements de santé, plus de 400 entreprises et PME, ainsi que 24 institutions de l'administration publique.

«L'électricité crée un sentiment de vivacité et d'animation. Le nombre de vols et cambriolages a désormais diminué, car les voleur-euses ont peur d'être vu-es», nous confie Mukakalisa Chantal, agricultrice et mère de deux enfants vivant dans le district de Rwamagana.

L'accès à l'électricité joue un rôle essentiel dans presque tous les aspects de notre vie : pour les agent·es de santé, cela signifie ne pas avoir à utiliser des torches pour éclairer les pièces, et pouvoir se concentrer sur la fourniture de meilleurs soins à leurs patient·es. Pour les enseignant·es en TIC, manquer d'électricité signifie ne pouvoir enseigner que la théorie de l'informatique, sans montrer le côté pratique des choses. Pour les étudiant·es, l'accès à l'électricité signifie aussi l'accès à l'internet, un élément qui change la donne pour réussir à l'université. Et pour tous les magasins et entreprises de la ville, avoir accès à l'électricité signifie servir un plus grand nombre de clients et générer des revenus supplémentaires.

Plus de 250.000 personnes - qui n'avaient auparavant aucun accès ou un accès limité à l'électricité - bénéficient désormais d'une alimentation électrique fiable et abordable.



«C'était comme un rêve ! Avant d'avoir l'électricité, j'utilisais dans mon salon un système solaire qui me permettait de travailler environ trois heures par jour. Maintenant que je suis raccordé au réseau, je peux travailler autant d'heures que je le souhaite. En moyenne journalière, cela signifie deux fois plus de clients qu'avant.»

Augustin Ndahimana

Propriétaire d'un salon de coiffure dans le secteur de Munyaga, à Rwamagana



RD Congo

© Enabel



La province de la Tshopo en 8'53"

Nos équipes dans la province de la Tshopo en RD Congo ont produit cette vidéo sur les progrès réalisés en 2021 dans les différents projets. Regardez et écoutez les témoignages de jeunes femmes et hommes, de stagiaires, d'agriculteur·rices, de professionnel·les de la santé... Les chiffres ci-dessous ne disent toutefois pas à quel point une formation, un petit coup de pouce, une opportunité saisie peut profondément changer la vie d'une personne.

Enseignement technique et formation professionnelle (EDUT)

- 6.500 élèves accompagné·es dans les écoles
- 2.500 jeunes femmes et hommes accompagné·es vers l'emploi

Développement agricole (PRODAT)

- 21.000 exploitations familiales appuyées
- 289 organisations paysannes renforcées
- 162 unités de transformation agricole installées

Appui aux divisions provinciales de la santé (PADP)

- 2.600 femmes bénéficient d'une assistance professionnelle pendant l'accouchement
- 2.700 enfants bénéficient d'un suivi pédiatrique professionnel

Regardez la vidéo :



«Les reines de la route» de Kisangani

En RD Congo, Enabel soutient l'insertion professionnelle des jeunes ainsi que l'élosion d'incubateurs d'entreprises génératrices d'emplois. C'est dans ce cadre que douze jeunes femmes ont été formées à la conduite d'engins poids lourds et sont désormais prêtes à négocier les virages des routes de Kisangani.

Une approche assez inhabituelle dans la province qui voit s'ouvrir aux femmes des carrières jusqu'ici considérées majoritairement masculines.

L'aventure de ces jeunes pionnières ne s'arrête pas là, car, grâce à une collaboration entre des incubateurs d'entreprises et l'Office des Routes, un stage de deux mois leur a été proposé afin qu'elles perfectionnent leurs compétences générales et se spécialisent dans le maniement des différents engins. Des stages avec, à la clé, des perspectives d'emplois durables.



© Enabel - Fiston Wasanga



Mauritanie

© Enabel - Tim Dirven



Mali

© Enabel

Le développement agricole au service de la souveraineté alimentaire

La Mauritanie est un pays essentiellement désertique, doté de grands espaces pastoraux. Si le pays, avec ses 4,6 millions d'habitant·es, est l'un des moins densément peuplés d'Afrique, il dispose d'un potentiel laitier extraordinaire. Cependant, depuis la production jusqu'à la consommation, cette filière n'est pas valorisée : l'absence d'infrastructures rurales durables est notamment en cause. Ainsi, la majorité des produits laitiers consommés localement proviennent de lait en poudre ou en boîte importé, et seuls 10 % de la production locale est effectivement commercialisée.

Avec l'appui de l'Union européenne, Enabel soutient le développement de cette filière - allant du stockage, de la conservation à la transformation et à la consommation - pour la rendre durable et économiquement viable. Cet appui passe aussi par le développement d'infrastructures rurales et agricoles basé sur l'ingénierie sociale : c'est-à-dire impliquer les communautés dès la conception des infrastructures, pour en assurer leur appropriation et leur utilisation pérenne.

En valorisant la construction et la gestion d'infrastructures durables d'un côté, et en faisant de la filière du lait un secteur qui crée de la richesse de l'autre, la souveraineté alimentaire des Mauritanien·nes est renforcée.

Regardez les vidéos :



Nos ressources naturelles ont besoin de femmes

À Kamalé, une commune de la région de Koulikoro au Mali, les femmes jouent un rôle important dans la culture de la terre et le soin des ressources naturelles. Ils sont les pionniers de l'horticulture durable. Avec les recettes, ils paient les dépenses du ménage et les frais de scolarité de leurs enfants.

Nanténin Keita, agricultrice et membre du comité villageois local, explique que les femmes ne se contentent pas de travailler la terre, mais qu'elles ont également leur mot à dire, par le biais des comités villageois, sur ce qu'il advient des terres disponibles et sur la manière dont elles sont gérées.

Avec des partenaires locaux, Enabel a mis en place des parcelles horticoles, qui sont cultivées par 1.100 femmes. 40% des femmes occupent des postes clés dans les organes directeurs des organisations agricoles.

Regardez la vidéo :



«Aujourd'hui, l'avis des femmes est pris en compte dans les comités de village. Nous pouvons participer aux décisions sur l'utilisation responsable de la ressource terre dont on dispose. On cherche l'équilibre entre culture et conservation.»

Keita Nanténin
Agricultrice et membre d'un comité foncier de village



Éducation sexuelle grâce à une application mobile

Afin de promouvoir la santé sexuelle et reproductive, d'améliorer l'accès aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes, et de lutter contre les violences sexistes, Enabel a œuvré au développement d'un site web et d'une application mobile, à destination des jeunes Guinéen·nes, qui donnent des informations sur la sexualité, un grand tabou en Guinée.

Kouyé entend informer et sensibiliser les jeunes à la sexualité et l'égalité des genres. Kouyé signifie «surprise», une expression utilisée par les enfants quand ils jouent à cache-cache. Ce faisant, le nom de l'application fait référence au tabou relatif à la sexualité en Guinée.

L'application répond à toute une série de questions sur la sexualité qui préoccupent les jeunes, telles que «Que puis-je faire pour éviter une grossesse non désirée?», «Que dit la loi guinéenne sur l'avortement?» et «Qu'est-ce que le mariage des enfants?».

On y trouve aussi des informations sur les maladies telles qu'Ebola ou le COVID-19. Les jeunes peuvent tester leurs connaissances grâce à un quiz, échanger avec d'autres jeunes par le biais du forum ou encore trouver les coordonnées du centre de santé le plus proche. L'application et le site web sont censés toucher au minimum 10.000 jeunes Guinéen·nes d'ici à 2022.

Financé par l'UE et l'Allemagne, ce projet est mis en œuvre en partenariat avec le gouvernement guinéen et l'agence allemande de développement GIZ.

Site web : <https://kouyé.com/>



«Notre ambition est avant tout d'informer et de sensibiliser, notamment aux violences sexuelles. Peu de données existent à ce sujet, alors que plus de 95 % des filles et des femmes de Guinée, par exemple, ont subi une excision.»

Hannah Van den Berghe
Expert junior en digitalisation chez Enabel



Burkina Faso

© Enabel



Bénin

© Enabel

La police de proximité rétablit la confiance entre les citoyen·nes et les services de sécurité

Active pendant des années comme policière à Bruxelles, Carine Vanden Borre (49 ans) travaille depuis juin 2019 au Burkina Faso comme Project Manager pour Enabel. Le projet a pour objectif de restaurer la confiance de la population dans la police grâce au concept de « police de proximité ».

«Le nœud de notre action, c'est de concilier nos objectifs et les besoins concrets du terrain. Cela implique de parler avec tous les acteurs : forces de police, autorités locales, initiatives locales de sécurité, organisations de la société civile, chefs coutumiers, etc.

Pour moi, la réussite d'un projet repose sur l'implication de toutes les parties prenantes. Renforcer les liens entre la population et les forces de sécurité, par exemple, permet non seulement de contribuer à la réduction de la criminalité, mais aussi de résoudre les conflits entre personnes avant qu'ils ne débouchent sur de la violence. Au final, cela renforce la cohésion sociale. Et cela garantit une participation de toutes les parties pour construire ensemble plus de sécurité pour toutes et tous.»

Lisez l'intégralité de l'interview de Carine Vanden Borre sur enabel.be :



L'égalité de genre n'attend pas

«C'est un métier pour les femmes, parce que ça vous rend exceptionnelle. Parce que vous faites tout ce que les hommes peuvent faire.» Annita Sekou est policière au sein de la police républicaine du Bénin. Comme d'autres femmes, elle contribue à briser le plafond de verre qui subsiste dans des professions considérées comme typiquement masculines.

Dans un pays où le poids des préjugés, des pesanteurs sociologiques et des traditions continue d'accentuer les inégalités de genre, nous sommes parti-es à la rencontre d'Innocentia Apovo, de Ghislaine Bocovo et de Pristille Tofoedo. Trois femmes qui rêvaient d'embrasser des carrières de policières ; trois femmes qui contribuent à faire tomber les stéréotypes de genre, pour ouvrir la voie à un futur égalitaire.

À travers notre projet d'opérationnalisation de la police républicaine du Bénin, nous soutenons l'émergence des femmes dans les métiers de la police afin qu'elles y soient représentées de manière égale.

Regardez la vidéo :





Palestine

© Enabel

Les autorités locales unissent leurs forces pour mieux servir les citoyen·nes

Vous avez soif? Vous vous servez un verre d'eau du robinet. Vous devez vous débarrasser de vos déchets? Chaque semaine, à heure fixe, les éboueurs passent et s'en occupent pour vous. Vos enfants veulent faire leurs devoirs le soir? Pas de problème, il suffit d'allumer la lumière.

Pour beaucoup de gens, c'est ainsi que cela fonctionne. C'est tellement normal que nous n'y pensons même pas à deux fois.

Mais dans certains villages et petites villes de Palestine, les autorités locales ne disposent pas des ressources financières et humaines nécessaires pour fournir ce type de services à leurs citoyen·nes.

Pourtant, dans un contexte social, économique et politique difficile, la gouvernance locale peut s'avérer être un véritable moteur de promotion du renforcement de l'État et du développement économique local. Investir dans la gouvernance locale, c'est investir dans les personnes.



«Auparavant, le Conseil municipal se réunissait et décidait seul si nous voulions construire une route ou une école. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La planification est devenue participative, et elle soutient également l'engagement des femmes et la participation des jeunes.»

Ghassan Kabha
Maire de la municipalité de Barta'a

C'est pourquoi certain·es maires et fonctionnaires de villages, de petites municipalités et de communautés isolées ont décidé de travailler plus étroitement ensemble, en collaboration avec la Coopération belge au développement. Il en a résulté des plans de développement à long terme pour leurs villages. Pour et avec leurs citoyen·nes.

Après examen du budget et en concertation avec les citoyen·nes, la société civile et le secteur privé, une décision commune a été prise quant aux services à développer en priorité. Pour améliorer la qualité de vie de leurs propres communautés tout en soutenant les communautés dans le besoin des régions avoisinantes.

«Nous avons activé des abonnements à l'électricité, chaque citoyen·ne qui désirait souscrire au plan d'approvisionnement pouvait venir au Conseil et nous avons fourni les permis nécessaires, en collaboration avec la compagnie d'électricité.» - Nabeel Dabaseh, maire de la municipalité d'Al-Karmil.

Partout dans le monde, les villes s'étendent et les zones rurales deviennent de plus en plus urbaines. La Palestine ne fait pas exception, et cela engendre de nouveaux défis : la densité de population augmente et les services doivent être adaptés à cette nouvelle réalité. Les personnes travaillant pour les autorités locales l'ont également compris et ont décidé de collaborer pour planifier et fournir des services à la population. Dans certains cas, cela a conduit à ce que des villages unissent officiellement leurs forces et deviennent une seule municipalité.

Regardez la vidéo :





Tanzanie

© Enabel

© Enabel

Un avenir durable pour le Lac Tanganyika

Il est 18h30 lorsque Zafarani Kayabara dépose son casque et ses gants de protection pour rentrer chez elle après une longue journée de travail. Elle est membre de Juhudi PESA, une organisation communautaire basée à Kigoma en Tanzanie, chargée de la précollecte des déchets solides pour les acheminer vers les points de collecte des quartiers de municipalité.

Son leadership naturel et sa motivation sont bien connus dans les environs : avec les autres membres de l'organisation, elle est déterminée à contribuer à la protection du Lac Tanganyika, considéré comme l'une des merveilles naturelles du monde grâce à son écosystème unique.

Cette biodiversité naturelle est cependant menacée par le changement climatique, la pollution et l'activité humaine. La qualité de l'eau, la disparition progressive des poissons et l'apparition de pandémies telles que le choléra sont autant de signes alarmants.

Pour y faire face, Enabel appuie de nombreuses organisations communautaires comme celle de Zafarani à travers le projet Latawama, financé par l'Union européenne : en plus du matériel de collecte des déchets et de protection individuelle, ces organisations – composées en grande partie de femmes cheffes de ménage, d'hommes et de jeunes issus de milieux défavorisés - bénéficient d'un appui organisationnel. Le projet renforce également la municipalité de Kigoma dans ses missions de collecte et de mise en décharge par la création de nouveaux points de collecte, la réhabilitation de véhicules et la mise en place d'un système de financement.

Les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre le changement climatique. Si elles ne sont pas suffisamment mises sur le devant de la scène, elles continuent malgré tout à agir, en coulisses. Et Zafarani de conclure : « Nous prenons soin du lac, car il prend soin de nous. »

Regardez la vidéo :





Burundi, Rwanda et la RD Congo

© Enabel



RD Congo

© Enabel

Les résultats COVID-19 dans votre poche

En août 2020, l'Union européenne et l'Allemagne ont octroyé un subside destiné à soutenir neuf pays d'Afrique dans l'utilisation de technologies numériques pour relever les défis sanitaires posés par la pandémie de COVID-19. Le projet ResiCOdi (renforcement de la résilience au COVID-19) est mis en œuvre par Enabel au Burundi, au Rwanda et en RD Congo. L'un des défis auxquels le Rwanda, comme beaucoup d'autres pays, a dû faire face consistait à surveiller la propagation du virus et la vaccination de la population.

Dans le cadre du projet ResiCOdi, Enabel a collaboré avec le Rwanda Biomedical Center (RBC) pour développer une application COVID-19 (dénommée RBC-C19) qui donne aux citoyen·nes la possibilité de gérer leur statut vaccinal, de consulter les résultats de leurs tests et d'accéder à diverses ressources fiables en matière de COVID-19. L'appli RBC-C19 est devenue l'application officielle de statut COVID-19 de l'agence nationale de la santé du Rwanda. Plus de 10.000 personnes l'ont déjà téléchargée. «Le COVID-19 a démontré que nous devons utiliser les systèmes d'information et les données. Nous devons être aussi prêt·es que possible à fournir des informations en temps réel», explique le Dr Richard Gakuba, Business Analyst eHealth chez Enabel.



«Tout ce que les client·es doivent faire, c'est s'inscrire sur l'application pour accéder à leur statut vaccinal. Le certificat s'affiche alors automatiquement. C'est vraiment facile à utiliser dans mon travail.»

Lambert Mugabo
Chauffeur de taxi et utilisateur de l'application RBC-C19

Regardez la vidéo :





© Enabel



© Enabel

Des personnes migrantes entrepreneures

Le Maroc est devenu, au fil des années, une terre de transit et même d'accueil de personnes migrantes. Enabel accompagne le Maroc dans l'implémentation de sa Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA) par le biais du projet Amuddu, qui vise à assurer une meilleure intégration des personnes immigrées.

L'accès à un statut juridique et à l'emploi est une composante majeure de l'intégration des personnes migrantes, en ce qu'il permet l'autonomie économique et une intégration sociale dans le pays d'accueil.

Solange, d'origine camerounaise et mère de trois enfants, est arrivée au Maroc en 2017 pour rejoindre son mari, qui était sur le territoire marocain depuis plus de dix ans. Le projet Amuddu a accompagné Solange dans l'obtention de son statut d'autoentrepreneuse et le lancement de son entreprise.

«Un jour, j'ai heurté une cannette au bord de l'eau. Je l'ai prise et j'ai commencé à me renseigner sur la valeur de l'aluminium. J'ai découvert que ces cannettes pouvaient être achetées pour être fondues et revendues sous forme de bloc d'aluminium et que cela pouvait générer un revenu.»

À partir de ce moment, tout s'enchaîne. Elle rencontre un des agents Amuddu lors d'une rencontre dans une association, qui l'informe du projet et de l'offre de services de l'Agence nationale de promotion de l'emploi (ANAPEC) à l'égard des personnes migrantes. Une fois inscrite à l'ANAPEC, Solange a l'opportunité de suivre de nombreuses formations sur la réalisation d'un business plan, ce qui lui permet de passer de l'informel au formel.

Solange présente son projet de recyclage de cannettes face à un jury lors d'un comité d'octroi, à la suite de

quoi elle obtient un financement. Elle bénéficie d'un accompagnement, de formations sur le marketing, la commercialisation, la gestion des ressources, ainsi que d'un financement, qui lui permettent d'acheter un triporteur, des bottes et une combinaison de travail, un casque et des gants afin de travailler dans de bonnes conditions et en sécurité.

À ce jour, Solange vit de son activité en récupérant les cannettes de plusieurs restaurants et en faisant des opérations de nettoyage sur la côte à Rabat. Dans un futur proche, elle souhaite agrandir son entreprise en engageant principalement des femmes de son entourage en situation de vulnérabilité. Son projet prenant de l'ampleur intéresse de plus en plus des entreprises de recyclage qui l'ont déjà contactée. Par conséquent, Solange pense à développer son activité sur un périmètre plus large pour ainsi revendre une plus grande quantité de cannettes et faire prospérer son projet.

Depuis 2019, plus de 350 personnes se sont inscrites, à travers le projet Amuddu, à un programme de formation à divers métiers en vue d'améliorer leur employabilité.

Regardez la vidéo :





De nouvelles opportunités pour 15.000 jeunes Guinéen·nes

En Guinée, Enabel travaille avec de jeunes Guinéen·nes sans emploi et des personnes migrantes qui sont retournées dans leur pays. Si certain·es tentent de rejoindre l'Europe, 75 % d'entre eux et elles préfèrent migrer vers les pays voisins ou le Maghreb.

Rien qu'au Sénégal, pays limitrophe de la Guinée, on compte quelque 3,5 millions de Guinéen·nes. Ces jeunes ont quitté leur pays principalement pour des raisons économiques, mais sont revenu·es après un voyage de plusieurs mois ou années. De retour, leur réintégration est souvent difficile.

La Belgique veut offrir à ces jeunes un nouveau départ : il·elles reçoivent une formation professionnelle et un soutien financier pour lancer leur propre entreprise. En offrant aux jeunes une formation qui correspond aux besoins du marché du travail, il·elles sont moins susceptibles de partir et peuvent ainsi contribuer à l'économie de leur pays. Une économie plus performante entraînera à son tour une amélioration des soins de santé, des infrastructures et de l'éducation, et aboutira à une société plus forte et tournée vers l'avenir.

En cinq ans, Enabel, en collaboration avec ses partenaires, ambitionne de donner du travail à 15.000 personnes en se concentrant sur celles peu qualifiées, âgées de 18 à 35 ans. 6.000 jeunes, dont 2.000 personnes migrantes de retour, recevront un accompagnement complet pendant neuf mois. Une vingtaine de formations sont proposées, telles que la plomberie, l'électricité ou la maçonnerie. Des cours d'alphabétisation et des formations financières sont également proposés.

Lisez l'histoire
de Mamadou et Aissatou,
deux Guinéens de retour au pays :





Bénin

© Enabel



Ouganda

© Enabel

Bienvenue dans l'ère numérique portée par Women in Tech

Le Bénin a pour ambition d'être un pionnier du numérique. Le ministère du Numérique et de la Digitalisation (MND) et Enabel mettent en œuvre le projet DigiBoost, financé par l'Union européenne, dans le but de créer un écosystème d'organisations de soutien, de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat et d'encourager des partenariats innovants.

Digibost se focalise tout particulièrement sur des initiatives en faveur des femmes. L'une des réalisations les plus remarquables du projet est la consolidation, en 2021, de la communauté Women In Tech (WIT), un réseau influent et diversifié de femmes entrepreneures agissant dans le secteur du numérique. La communauté WIT a généré une dynamique et un soutien dépassant les attentes, au point que les hommes en sont devenus de véritables ambassadeurs. Par le biais d'un roadshow organisé dans huit villes du pays, Women in Tech a sensibilisé des centaines de femmes et les a encouragées à développer une activité économique.

La fédération qui a été créée réunit 36 organisations membres et propose des sessions de formation et d'échange collectives et individuelles afin de continuer à encourager l'esprit de collaboration. La plateforme en ligne www.digiboost.bj fournit un service public accessible et précieux pour toutes les parties prenantes, les organisations de soutien, les ONG, les startups, les acteurs publics et les institutions financières.

Quand les taxis-motos sauvent des vies

La mortalité maternelle et infantile est encore très importante aujourd'hui en Ouganda. Faciliter les déplacements des mamans sur le point d'accoucher peut sauver plus d'une vie. Wehubit, un programme d'Enabel qui investit dans 27 innovations sociales numériques, soutient le projet Mama Rescue, mis en place par l'organisation ougandaise BrickbyBrick. La technologie est simple : un système de téléphonie mobile gratuit qui met en relation les futures mamans, les chauffeurs de taxi-moto et les centres de santé. Elles sont dès lors bien plus rapidement prises en charge pour recevoir des soins obstétriques appropriés. Depuis juin 2021, plus de 7.000 femmes ont déjà pu arriver à temps à la maternité et mettre leurs enfants au monde en toute sécurité.

Grace témoigne : « La perte de mon bébé m'a incitée à commencer à conduire un boda boda (taxi-moto) afin de pouvoir aider mes compatriotes enceintes à arriver à l'hôpital à temps et à ne pas avoir de complications entraînant la mort de leur bébé. Plusieurs mères m'appellent à tout moment des villages voisins pour que je les emmène à l'hôpital afin de sauver leur vie ainsi que celle de leur bébé. »



Lien vers l'histoire :



Former de jeunes coachs pour une meilleure insertion professionnelle

Une formation professionnelle et technique adaptée aux besoins du marché du travail, des possibilités de stages, le coaching de jeunes talents à la recherche d'un emploi ou pleins d'enthousiasme pour créer leur propre entreprise...

Dans la région de Kisangani (province de la Tshopo, RD Congo), jusqu'à il y a quelques mois, c'était encore un vœu pieux.

En collaboration avec la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), Enabel a démarré un trajet pour changer cela dans le cadre d'un projet de promotion de la formation professionnelle. Tout d'abord, une trentaine de jeunes talents ont été formés comme coachs/ formateur-rices lors de bootcamps, afin qu'ils puissent à leur tour former et accompagner une multitude de jeunes dans le démarrage d'une activité économique indépendante. Avoir une bonne idée est une chose, mais la développer en une activité économique viable en est une autre. En collaboration avec plusieurs «incubateurs» locaux, un guide de conseils sur les compétences

commerciales, le développement de projets, le marketing, la gestion financière et la gestion d'entreprise a été élaboré pour les entrepreneur-es débutant-es.

Les bootcamps terminés, les coachs eux-elles-mêmes vont à présent s'activer pour former et encadrer des centaines de jeunes dans la région, établissant ainsi un lien vital entre l'école et le monde économique.

Regardez la vidéo des bootcamps :



«Ces jeunes sont parti-es de l'identification de problèmes avec des cas concrets dans leurs milieux de vie. De ces problèmes, il-elles ont identifié des besoins, ont vu comment avoir des idées, et enfin comment donner forme à leur idée d'entreprise.»

Fabrice Kanku
Expert en ingénierie de formation



Respect de l'environnement et des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises belges

À travers son Trade for Development Centre, Enabel s'engage en faveur du commerce équitable et durable. Le lobbying politique en est un maillon essentiel.

C'est sous l'impulsion d'Enabel et de Fairtrade Belgium qu'a été créé le groupe de travail «devoir de vigilance des entreprises», dont font également partie des entrepreneur-es. Un groupe de 60 entreprises et fédérations d'entreprises a rédigé une lettre demandant au gouvernement belge d'élaborer un cadre légal national obligeant les entreprises à assumer la responsabilité des normes environnementales et des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Cette lettre a été remise le 4 février 2021 par Ann Claes (JBC) et Bruno Van Steenberghe (Kalani) à la Ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir et au Ministre de l'Économie et du Travail, Pierre-Yves Dermagne.

Ann Claes croit en la nécessité d'un cadre légal : «De cette manière, les initiatives durables des entrepreneur-es et des entreprises n'en resteront pas au stade de goutte d'eau dans l'océan.»

«La durabilité sociale, économique et environnementale ne devrait pas être une option, mais une norme de base obligatoire dans le fonctionnement des entreprises,» ajoute Bruno Van Steenberghe. «Nous avons besoin d'un cadre juridique pour accélérer ce changement.»

L'Organisation internationale du Travail estime que plus de 45 millions d'adultes à travers le monde sont victimes de formes d'esclavage moderne. En outre, la production de certaines matières premières, telles que l'huile de palme, le cacao et le café, et la teinture des tissus dans l'industrie textile occasionnent de sérieux dommages environnementaux, comme la pollution de l'eau et des sols, et la déforestation.

Les entreprises belges contribuent grandement au développement international et de larges pans de notre économie sont tributaires de l'importation de matières premières. Nous ne pouvons donc pas fermer les yeux sur ce qui se passe dans les chaînes d'approvisionnement. Raison également pour laquelle les entreprises sont toujours plus nombreuses à s'engager à jouer un rôle social positif.

Il n'empêche que la prévention et la lutte active contre les violations des droits humains et des normes environnementales dans les chaînes internationales impliquent des coûts et des investissements. La législation en la matière peut récompenser les efforts en créant de la sorte des conditions de concurrence équitables entre entreprises.

Regardez la vidéo :





Belgique

© Enabel



© Enabel

Toutes et tous des citoyen·nes du monde ?

Des jeunes en Belgique parlent de leur engagement. Les marches pour le climat, le mouvement #MeToo et les manifestations Black Lives Matter sont des exemples récents d'engagement social où les jeunes ont été aux avant-postes pour induire le changement.

Des formes moins visibles d'engagement volontaire se développent elles aussi. Des milliers de jeunes en Belgique s'investissent ainsi chaque semaine à travers le secteur de la jeunesse ou des organisations de la société civile.

Mais il y a aussi les pessimistes qui affirment que les jeunes seraient de moins en moins intéressé·es par les questions sociales et voudraient rompre les liens avec les partis politiques traditionnels. De nombreuses opinions, mais peu de faits concrets ? C'est précisément pour cette raison qu'Annoncer La Couleur et Kruit, les programmes éducatifs d'Enabel sur la citoyenneté mondiale, ont réalisé une étude sur les jeunes et leur engagement social.

Dans cette étude qualitative, nous avons eu un débat avec 33 jeunes âgé·es de 15 à 19 ans sur (leur) engagement social.

En tant que promotrice de la citoyenneté mondiale et de la solidarité internationale, Enabel ne ménage pas ses efforts pour stimuler l'engagement des jeunes, et ce, dans une perspective mondiale. Il ne s'agit en effet pas uniquement d'un engagement social local, mais aussi d'une réflexion globale. En agissant de la sorte, les jeunes prennent davantage conscience des interdépendances et responsabilités à l'échelon international, et deviennent alors de véritables citoyen·nes du monde.



Téléchargez l'étude :



Vous préférez écouter directement ce que les jeunes ont à dire à ce sujet ? Dans cette série de podcasts, Élisabeth, Lou, Shema, Raihanna, Sien, Yassin et Pawel nous parlent de leur engagement.





Poser les bases d'une architecture durable

La façon dont nous concevons et construisons les espaces publics est importante, car ces espaces ont une influence sur notre mode de vie et sur l'environnement. Les marchés, les écoles, les hôpitaux, les centres communautaires et les ponts et routes qui relient tous ces lieux contribuent à une meilleure qualité de vie et aident à atténuer l'impact du changement climatique.

Au Rwanda et au Burundi, Enabel investit dans l'architecture durable. Comment ? En s'assurant que les bâtiments et autres projets de construction répondent aux besoins de leurs utilisateur·rices. Demander l'avis des citoyen·nes pour chaque projet est vital pour nous, et leur contribution est prise en compte pour améliorer les conceptions.

Enabel a donné le coup d'envoi d'un premier projet de participation dans le district de Rubavu au Rwanda en 2021. Plus d'une centaine de représentant·es du marché Agakiriro, de coopératives associées, d'étudiant·es, de survivant·es du génocide et de citoyen·nes se sont réuni·es pour évaluer leurs besoins et proposer des projets participatifs aux représentant·es du gouvernement local. Les projets potentiels ont été

identifiés au cours d'une promenade urbaine avec tou·tes les participant·es.

Outre la participation des utilisateur·rices, le choix des matériaux est également important. Enabel mise sur l'utilisation de matériaux produits localement : celle-ci réduit non seulement le coût de la construction et rend l'entretien plus facile et moins coûteux, mais crée également de nouvelles opportunités de formation et d'emploi.

Au Burundi, Enabel a utilisé des briques perforées pour construire 3 centres de ressources multimédias sur des campus de formation professionnelle. Comme ces briques sont fabriquées à partir d'argile, qui existe en abondance au Burundi et dans la région des Grands Lacs, leur utilisation réduit la nécessité d'importer du ciment.



« Il y a une inclination chez les architectes à utiliser le béton pour la structure du bâtiment. Mais le béton est un matériau importé et sa production est très énergivore. Nous privilégions l'utilisation de matériaux locaux, tels que la pierre, le bambou, les sous-produits agricoles et la brique perforée. »

Elodie Deprez
Expert junior et architecte au Rwanda



© Enabel

Enabel a été l'un-e des premier·ères à investir dans l'utilisation de briques perforées. Au vu des résultats positifs dans les centres de ressources multimédias, le secteur de la brique perforée continue de se développer. Le nombre de chantiers recourant à cette technique et de jeunes Burundais·es ayant les compétences nécessaires pour travailler sur ces chantiers ne cesse en effet de croître.

Parallèlement à l'approche «classique» qui consiste à travailler avec des entreprises de construction, Enabel a créé des «chantiers-écoles», c'est-à-dire des chantiers qui engagent des étudiant·es fraîchement diplômé·es et leur donnent ainsi l'occasion d'acquérir une première expérience professionnelle tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant·es et d'ouvrier·ères du bâtiment expérimenté·es.

**Interview des architectes
Karine Guillevic et Élodie Deprez :**



La culture et la créativité pour l'avenir des villes

Le développement durable est généralement associé à des éléments économiques et sociaux et à une gestion respectueuse de l'environnement.

Mais la culture a également un rôle essentiel à jouer. Cette publication rassemble la théorie et la pratique du développement urbain durable et respectueux des personnes en Afrique, en Asie et en Amérique latine, en tenant compte du rôle important de la culture, du patrimoine culturel, de l'identité, de la diversité et de la créativité.

Une publication (2021) de la Commission européenne, Bozar, Fédération Wallonie-Bruxelles/Wallonie-Bruxelles International et Enabel.



«Nous voulons créer un cercle vertueux: les bâtiments achevés serviront de preuve de concept pour les promoteur·rices et les architectes. Les entreprises et la main-d'œuvre acquièrent de l'expérience en travaillant avec les matériaux locaux. Tous les acteurs de la construction participent à la démarche d'utilisation de matériaux durables et se soutiennent mutuellement à cet égard.»

Karine Guillevic
Architecte experte au Burundi

Organisation



S.A. de droit public

Enabel est une société anonyme de droit public à finalité sociale instituée par la loi du 16 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération Technique Belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement. L'État belge, représenté au sein de l'Assemblée générale par le ou la ministre de la Coopération au développement, est son seul actionnaire.

Enabel met en œuvre la politique belge en matière de coopération gouvernementale. Elle recherche de même activement des missions pour d'autres donateurs, qui renforcent la politique étrangère de la Belgique. Enabel peut également mettre en œuvre et coordonner des initiatives d'instances fédérales belges sur le plan de la coopération internationale. Ce faisant, Enabel fait office d'interface entre des organismes publics belges et des donateurs belges ou étrangers dans le cadre d'actions de développement international, de préférence dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Organes de direction

L'Assemblée générale

Le ou la ministre de la Coopération au développement représente l'État fédéral à l'Assemblée générale. En 2021, l'Assemblée générale s'est tenue le 7 juin.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de membres qui ont acquis une expertise utile et démontrable en matière de développement international et de gestion d'entreprises. Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour un terme renouvelable de quatre ans. En 2021, le Conseil d'administration s'est réuni à dix reprises, dans la composition suivante : Hannelore Beerlandt (Présidente), Xavier De Cuyper, Brigitte Boone, Nadia Molenaers, Martine Van Dooren, Chris Verhaegen, Alain Coheur, Guido Gryseels, Olivier Lanotte, Dirk Rochtus.

Un nouveau Conseil d'administration a été mis en place en 2021, avec pour membres : Delphine Moralis (Présidente), Caroline Amrom, Karla Basselier, Brigitte Boone, Alain Coheur, Farah Dehon, Nicole de Moor, Amélie Derbaudrenghien, Guido Gryseels, Patrick Itschert, Louise Ringuet, Bart Staes. Le nouveau Conseil d'administration est entré en fonction le 1er décembre 2021 et s'est réuni pour la première fois de manière informelle à cette date.

Le ou la Directeur·rice général·e

Le Directeur général ou la Directrice générale est responsable de la gestion journalière d'Enabel. Il ou elle est nommé·e par le Conseil d'administration pour un mandat renouvelable de six ans.

Le Comité de direction

Le Conseil d'administration nomme à la majorité absolue, sur proposition du Directeur général ou de la Directrice générale, les membres du Comité de direction pour un terme renouvelable de six ans. Composition actuelle : Jean Van Wetter (Directeur général), Martine Brisse (Directrice RH), Sven Huyssen (Directeur Operations), Danny Verspreet (Directeur Finances & IT), Liana Hoornweg (Directrice Expertise sectorielle et thématique). Le Comité de direction s'est réuni à 21 reprises en 2021.

Organes de contrôle

- Commissaires du gouvernement (Coopération au développement et Budget)
- Collège des Commissaires (Cour des comptes et réviseur·euses d'entreprises)
- Audit interne

Intégrité

Nous devons, jour après jour, mériter la confiance de nos donateurs, de nos pays partenaires et des populations pour lesquelles nous nous investissons. La confiance ne se gagne pas uniquement par la parole, mais aussi à travers un comportement irréprochable, par le respect des règles de conduite et par une conscience professionnelle de tous les instants. Les valeurs qui sous-tendent nos actions sont le respect, l'intégrité, l'engagement et le sens des responsabilités.

Le Code éthique d'Enabel constitue la pierre angulaire de notre engagement. Il doit encourager tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices d'Enabel à se comporter de manière éthique et responsable partout dans le monde, et quelles que soient les circonstances. En outre, la communication et la promotion de ce Code auprès de nos partenaires et de nos fournisseurs nous permettent de mettre en évidence les valeurs sur lesquelles reposent nos relations.

En 2018, à l'instar des autres acteurs de la Coopération internationale belge, Enabel a signé une Charte d'intégrité, dans laquelle elle s'engage à mettre en place un cadre afin de réduire le risque de violations de l'intégrité et de traiter les incidents de manière appropriée.

Vision 2030



Malgré une année 2021 encore fortement marquée par le COVID, nous avons maintenu le cap par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés dans le plan d'entreprise. Voici quelques exemples de réalisations clés, structurés autour des six axes de notre stratégie :

Partenaire clé du gouvernement belge et pôle d'expertise belge

Nous avons plus de soixante accords-cadres de coopération avec des institutions belges dans le but d'offrir à nos partenaires le meilleur de l'expertise belge. Un événement organisé en octobre 2021 a réuni plus de 140 représentant·es de ces institutions et a démontré la pertinence de ces accords pour améliorer l'impact de nos programmes.

En 2021, la ministre de la Coopération au développement Meryame Kitir nous a donné l'instruction de redéfinir le programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi que le Programme Junior, avec pour objectifs de toucher un public plus large et de mieux faire comprendre aux jeunes l'importance de la solidarité internationale.

Partenaire privilégié pour faciliter les changements systémiques

Dans le droit fil des instructions de la Ministre Kitir, nous avons finalisé deux nouveaux programmes pour la Palestine et le Niger, et deux programmes régionaux (climat et protection sociale). En outre, nous avons démarré une initiative autour de la production locale de vaccins et de matériel médical au Sénégal et au Rwanda et participé aux fora africains et européens sur cette thématique.

Doubler le volume et tripler l'impact

Notre volume d'activités en 2021 atteint pour la première fois plus de 300 millions d'euros, soit une croissance de 30 % par rapport à 2019. Ce résultat est attribuable à trois facteurs :

- une amélioration significative de notre capacité de planning et d'exécution.
- une clarté dans la politique de la ministre Kitir, avec des lignes stratégiques claires et un calendrier précis d'instructions, ce qui nous permet de bien planifier nos ressources humaines et la charge de travail;
- notre stratégie « Global Partnerships », avec un volume d'activités pour l'Union européenne qui atteint 90 millions d'euros en 2021.

Domaines d'expertise spécifiques et couverture géographique ciblée

Les théories de changement des cinq défis mondiaux repris dans notre stratégie ont été finalisées. Elles vont être étoffées avec des boîtes à outils pour chacune des 17 solutions de développement reprises dans la stratégie.

Un travail est également en cours pour mieux valoriser l'expertise nationale et ouvrir des postes d'expertise, traditionnellement basés à Bruxelles, à nos collègues des différents pays partenaires.

Au-delà de l'aide

Notre initiative sur la production locale de vaccins s'inscrit totalement dans notre volonté d'approche partenariale d'égal à égal. Elle nous a aussi permis de développer des contacts avec des institutions régionales africaines et d'autres acteurs.

Dans le cadre de notre coprésidence du Practitioners' Network, nous avons obtenu un renforcement concret des synergies entre agences et banques publiques de développement.

Modèle et berceau d'entrepreneuriat et d'innovation

La mise en œuvre de pratiques de gouvernance collaborative a permis de stimuler une plus grande collaboration entre nos équipes de Bruxelles et dans les pays partenaires.

Nous avons aussi avancé en 2021 sur notre projet pour flexibiliser les modalités de travail (Working Independently of Time and Place), dans un esprit de responsabilisation.

Des progrès considérables ont été réalisés pour une meilleure prise en compte du genre dans nos projets, et pour améliorer l'équilibre hommes-femmes dans nos équipes.

Finances

Bilan (euros)

| | 31/12/2021 | % | 31/12/2020 | % |
|--------------------------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| Actif | | | | |
| Actifs immobilisés | 1.407.236 | 0,6 % | 1.048.730 | 0,4 % |
| Créances > 1 an | 33.381.851 | 13,9 % | 50.744.489 | 18,6 % |
| Sous-total | 34.789.087 | 14,5 % | 51.793.219 | 19,0 % |
| Créances ≤ 1 an | 56.536.367 | 23,5 % | 60.016.120 | 22,0 % |
| Placements de trésorerie | 0 | 0,0 % | 0 | 0,0 % |
| Valeurs disponibles | 132.337.843 | 55,1 % | 146.950.968 | 53,8 % |
| Comptes de régularisation | 16.640.994 | 6,9 % | 14.539.341 | 5,3 % |
| Total de l'actif | 240.304.291 | 100 % | 273.299.648 | 100 % |
| Passif | | | | |
| Capitaux propres | 20.324.167 | 8,5 % | 20.323.893 | 7,4 % |
| Provisions et impôts différés > 1 an | 617.964 | 0,3 % | 2.046.761 | 0,7 % |
| Sous-total | 20.942.131 | 8,7 % | 22.370.654 | 8,2 % |
| Dettes > 1 an | 33.381.851 | 13,9 % | 50.744.489 | 18,6 % |
| Provisions et impôts différés ≤ 1 an | 0 | 0,0 % | 0 | 0,0 % |
| Dettes ≤ 1 an | 185.748.009 | 77,3 % | 199.199.177 | 72,9 % |
| Comptes de régularisation | 232.300 | 0,1 % | 985.328 | 0,4 % |
| Total du passif | 240.304.291 | 100 % | 273.299.648 | 100 % |

Compte de résultats

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits d'exploitation | 303.745.107 | 256.373.282 |
| Chiffre d'affaires | 281.344.437 | 233.766.276 |
| Autres produits d'exploitation | 21.172.654 | 21.992.474 |
| Produits d'exploitation non récurrents | 1.228.016 | 614.532 |
| Charges d'exploitation | 302.847.490 | 255.317.224 |
| Achats | 33.695.226 | 23.608.236 |
| Services et biens divers | 209.063.809 | 175.742.490 |
| Frais de personnel | 59.516.861 | 52.057.471 |
| Amortissements | 1.718.118 | 3.352.074 |
| Réduction de valeur des actifs circulants | 0 | 0 |
| Provisions pour risques & charges | -1.428.797 | 75.741 |
| Autres charges d'exploitation | 274.045 | 374.748 |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 8.227 | 106.463 |
| Résultat d'exploitation | 897.616 | 1.056.057 |
| Charges financières | -1.889.711 | -1.665.244 |
| Produits financiers | 992.369 | 687.731 |
| Résultat financier | -897.342 | -977.513 |
| Résultat de l'exercice avant imposition | 274 | 78.544 |
| Prélèvement sur / transfert aux impôts différés | | |
| Impôts sur le résultat | | |
| Résultat de l'exercice | 274 | 78.544 |
| Prélèvement sur / transfert aux réserves immunisées | | |
| Résultat de l'exercice à affecter | 274 | 78.544 |

Colophon

Agence belge de développement

Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles

Belgique

T +32 2 505 37 00

info@enabel.be

Éditeur responsable :

Jean Van Wetter, Directeur général

Composition et mise en page : Enabel

Photo de couverture : © Enabel - Jean-François Detry

enabel.be

open.enabel.be

Suivez-nous via :



La reproduction de cette publication est autorisée pour autant que la source soit mentionnée.

Publiée en français, néerlandais et anglais.

Avril 2022

Le rapport d'activités 2021-2022
est également disponible en
version électronique, adaptée
aux tablettes et smartphones.
Scannez ce code :



Inscrivez-vous à notre
newsletter mensuelle :





Agence belge de développement

Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles

T +32 2 505 37 00

info@enabel.be

enabel.be

